

Unité Départementale des Côtes d'Armor

Plérin, le 11 juillet 2022

11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Bonninvest ER - PE Malaunay Sud

Bois de Malaunay
22970 PLOUMAGOAR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement Bonninvest ER - PE Malaunay Sud implanté Bois de Malaunay 22970 PLOUMAGOAR. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Bonninvest ER - PE Malaunay Sud
- Bois de Malaunay 22970 PLOUMAGOAR
- Code AIOT dans GUN : 0005522428
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien de Malaunay, composé de 3 éoliennes, est exploité initialement par la société IEL Exploitation 35.

En janvier 2020, le parc a été scindé en 2 parcs : Malaunay Nord, composé d'une éolienne et d'un poste de livraison, et Malaunay Sud, composé de 2 éoliennes et d'un poste de livraison. Le parc de Malaunay Sud a été racheté par Bonninvest Energie Renouvelable, propriétaire du foncier de ces parcs.

L'exploitation des 2 parcs est confiés à la société IEL.

Le jour de la visite, l'éolienne E3 a été visitée avec montée en nacelle.

Les 2 plateformes ont été contrôlées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Biodiversité
- Mise en service de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté pour E3 et E2, des merlons de terre dans la forêt à proximité de la plateforme. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit des terres excavées restantes stockées sur place pour servir pour un chantier ultérieur. Il a confirmé que ces merlons ont été installés sur des zones où il y a vait déjà des dalles bétons (qui ont été retiré préalablement).

Post-inspection, le dossier de demande d'autorisation initial a été consulté pour vérifier que cet aménagement était bien prévu au dossier. En effet, il est bien indiqué dans le dossier que "si la qualité des terres excavées est confirmée et au besoin, une zone prévue à cet effet pourra être envisagée afin stocker ces terres pour une utilisation ultérieure."

Il est également précisé dans le dossier qu'il y avait d'anciennes structures de chasse comme un mirador et un parc à cochons avec dalle béton.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositifs de secours en cas de défaillance du bridage	Code de l'environnement du 24/05/2022, article L.181-12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Les enjeux environnementaux	AP Complémentaire du 10/01/2020, article II.4 et Article II.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
Protection des chiroptères et avifaune	Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.3.1	/	Sans objet
Suivi de mortalité	Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.3.1	/	Sans objet
Suivi d'activité des chiroptères et de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.3.1	/	Sans objet
Exploitation : Essais avant la mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
Liste de ces équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III et IV	/	Sans objet
Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
Information et écoute des riverains	Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.5.6	/	Sans objet
Moyens de lutte et de protection contre un incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
Auto surveillance des niveaux sonores	AP Complémentaire du 10/01/2020, article II.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc a été correctement mis en service. Le bridage chiroptère a été correctement mis en place dès le 15 avril pour une seule des 2 éoliennes et le suivi environnemental a été lancé dès le début de l'année. L'exploitant devra être vigilant sur le démarrage du bridage dans les temps pour les années suivantes.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Les enjeux environnementaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2020, article II.4 et Article II.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Les enjeux environnementaux
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>- Suivi de chantier : La phase chantier sera suivie par un écologue, qui sera identique à celui du parc éolien de Malaunay Nord.</p> <p>- Faune et zones humides :<ul style="list-style-type: none">◦ Les travaux de terrassement et de coulage des fondations seront réalisés en dehors des périodes de reproduction (mars à juillet) soit entre septembre et mars, exceptés ceux en zones humides qui devront être réalisés entre juillet et septembre, en période d'été hydrologique.◦ Les zones d'évolution des engins et les zones d'entreposage du matériel de construction seront matérialisées (rubalise) afin de les limiter à la stricte emprise nécessaire aux travaux.◦ La vitesse de progression sera définie afin de laisser le temps aux espèces mobiles d'évacuer la zone.</p> <p>- Zone humide : Afin que l'exploitant du parc éolien de Malaunay Nord puisse réaliser la compensation qui lui incombe suite à la destruction de 2 300 m² de zone humide, un libre accès à la zone humide dégradée située près de l'éolienne E2, ainsi qu'un droit d'intervention, lui seront accordés.</p>
Constats : <p>Par courrier du 26/01/2022, l'exploitant a répondu aux suites de l'inspection de 2021. Concernant le rapport complémentaire pour les enjeux environnementaux, il a indiqué attendre pour le transmettre, la fin des travaux de restauration de la Zone Humide et des remises en état étant prévus pour fin février 2022.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il était toujours en attente du rapport final et que le bureau d'étude allait le transmettre sous une semaine. La remise en état et la restauration de la zone humide sont terminées.</p> <p>Par courriel du 08/07/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport du bureau d'études concernant la synthèse des travaux de restauration et de remise en état.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des chiroptères et avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le protocole de suivi environnemental mis en place par l'exploitant est, à minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Il sera complété par les prescriptions suivantes :</p> <p>* Bridage :</p> <p>Un mode de fonctionnement spécifique est mis en place, dès la mise en service de l'installation : les éoliennes sont arrêtées du 15 avril au 31 octobre, toute la nuit soit une demi-heure avant le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure après le lever du soleil, pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 6 m/s au moyeu de l'éolienne, des températures supérieures à 10°C et en absence de pluie significative.</p> <p>Ce mode de fonctionnement sera identique à celui du parc éolien de Malaunay Nord. L'exploitant s'assurera que ce bridage s'opère bien simultanément avec le parc voisin de Malaunay Nord.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas la main sur le paramétrage du bridage. Le turbinier a envoyé une capture d'écran du paramétrage rentré pour les 2 parcs. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis ces captures d'écran. Le paramétrage est bien identique pour les 2 parcs.</p> <p>Lors de la visite, le SCADA a été consulté. Le paramétrage du bridage a été vérifié :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Vérification de l'horaire de la machine :</u> La machine est paramétrée en heure UTC (1h en moins par rapport à l'heure d'été actuelle). L'horaire de la machine est correct.• <u>Période d'application du bridage :</u> E2 a été correctement paramétrée dès le 15 avril. En revanche, il y a eu une erreur sur E3 qui n'avait pas été paramétrée. L'erreur a été corrigée le 25 mai seulement. Il a été rappelé à l'exploitant sa responsabilité de veiller à bien mettre en place cette mesure de réduction. <p>L'exploitant n'a pas la main sur le paramétrage du bridage. Le turbinier a envoyé une capture d'écran du paramétrage rentré.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Paramétrage des horaires de nuit dans le temps :</u> Les machines sont en heure UTC (-1h). L'exploitant devra s'assurer auprès du turbinier que le calcul de l'horaire est bien calé sur l'heure des machines et non l'heure courante (heure d'été). <p>La demi heure avant et après le coucher du soleil est bien renseignée.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Température :</u> 10°-10,2°• <u>Vitesse de vent :</u> 6-6,2 m/s• <u>Pluie :</u> il n'a pas été possible de voir sur la capture d'écran si ce paramètre est rentré. L'exploitant devra s'assurer que ce paramètre est aussi rentré. <p><u>Contrôle des détecteurs :</u> les détecteurs sont vérifiés annuellement.</p> <p>Pour le capteur de pluie, un test de déclenchement est réalisé une fois par an lors de la maintenance.</p> <p>Pour la température, l'exploitant n'a pas su indiquer comment est vérifié le bon fonctionnement de ce détecteur. Il va se rapprocher du maintenancier.</p> <p>Il a été visualisé quelques alertes de déclenchement sur le SCADA. La machine s'est correctement arrêtée.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de secours en cas de défaillance du bridage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/05/2022, article L.181-12
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères
Prescription contrôlée : L'autorisation environnementale fixe les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4. Ces prescriptions portent [...] sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, [...] notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé.
Constats : Pour chaque capteur, une alerte est définie en cas de défaillance de l'équipement. En cas de dysfonctionnement de l'un des anémomètres, la chaîne de sécurité est déclenchée et donc l'éolienne s'arrête. Pour les autres équipements nécessaires à la réalisation du bridage (température et pluie), une alarme se déclenche sans action sur le fonctionnement de l'éolienne. L'exploitant n'a pas mis en place de protocole d'actions selon le déclenchement d'une de ces alarmes. Aussi, durant le bridage, l'exploitant doit mettre en place un protocole d'actions à mettre en œuvre selon le capteur déclenché afin de s'assurer de la bonne continuité d'application du bridage. Il transmettra ce protocole à l'inspection sous un délai d'un mois.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi de mortalité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Un suivi de la mortalité directe (avifaune et chiroptères) (couplé au suivi d'activité) sera réalisé : une recherche au minimum hebdomadaire des cadavres de chauves-souris et d'oiseaux sera réalisée sous les 2 éoliennes sur une période de trois ans dès la première année de mise en exploitation. Après les trois années de suivi, un suivi sera réalisé tous les 5 ans. Ce suivi de mortalité sera réalisé en commun avec le parc éolien de Malaunay Nord.
Constats : Le suivi environnemental a été lancé en janvier 2022. L'exploitant transmettra le devis signé présenté lors de la visite et reprenant le calendrier des sorties selon les thématiques (mortalité et suivi d'activité).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi d'activité des chiroptères et de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Un suivi de la fréquentation du site (avifaune et chiroptères) sera réalisé : il sera réalisé sur les trois années suivant la mise en exploitation du parc afin d'évaluer l'acclimatation des populations des différentes espèces et également la relation avec la gestion sylvicole avec les espèces. Le projet se situant en forêt, le suivi d'activité sera réalisé au sol et en altitude, à hauteur de nacelle. Le suivi d'activité au sol devra être réalisé sur un nombre suffisant de sorties (au moins 12) couvrant les 3 périodes (printemps, été, automne) du cycle d'activité des chiroptères. Concernant le suivi d'activité en altitude, au moins 2 points de suivi en continu et à hauteur de nacelle devront être exploités sur l'ensemble de la période d'activité des chiroptères (1 point sur l'éolienne du pare de Malaunay Nord et 1 point sur le parc de Malaunay Sud). Ce suivi d'activité sera réalisé en commun avec le parc éolien de Malaunay Nord. Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.
Constats : Le suivi environnemental a été lancé en janvier 2022. Le calendrier du devis signé a été présenté lors de la visite. La période s'étend de janvier à octobre (identique sur les 3 années). 2 enregistreurs ont été posés en nacelle sur E1 et E3 le 29/03. Enregistrement prévu jusqu'au 31/10. Un suivi d'activité chiroptères au sol a bien été commandé avec un nombre de sorties prévues de 12. L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai d'un mois, les devis signés présentés lors de la visite.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation : Essais avant la mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation des tests avant la mise en service du parc
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Le parc a été mis en service le 08/11/2021. Le modèle construit sont des VESTAS V100 de 2,2 MW de puissance nominale. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de commissioning. Les différents tests de sécurité (arrêt, arrêt d'urgence et overspeed) ont été réalisés. Une vérification initiale des installations électriques de l'éolienne et du poste de livraison a été réalisé par l'Apave. Aucune anomalie n'a été détectée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle initial des installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ». Pour satisfaire au 1er alinéa : <ul style="list-style-type: none">- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations électriques (13/10/2021). Pas de non conformité constatée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Liste de ces équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III et IV
Thème(s) : Risques accidentels, Liste de ces équipements de sécurité
Prescription contrôlée : « I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. « II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des équipements de sécurité.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Un registre de maintenance est mis à disposition par le maintenancier Vestas qui est assez simpliste (pas de détail des anomalies, ni du plan d'action éventuel). Celui-ci ne contient pas la liste des équipements de sécurité demandé à l'art. 18 de l'arrêté ministériel. Seul les maintenances sont listées avec accès au rapport validé. La maintenance des équipements est intégrée à la maintenance générale ce qui permet tout de même d'avoir l'ensemble des informations. Le maintenancier Vestas réalise 2 maintenances par an tous les 6 mois : - maintenance "service 6 mois" : une demi journée, contrôle des pales notamment - maintenance "annuelle" : 2-3 jours (graissage, survitesse...) L'exploitant devra optimiser son registre afin que celui-ci comprenne l'ensemble des données demandés par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information et écoute des riverains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2020, article II.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Information et écoute des riverains
Prescription contrôlée : L'exploitant mettre en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne (acoustique, lumineuse...) exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision...). L'interlocuteur sera identique à celui du parc éolien de Malaunay Sud.
Constats : L'exploitant va mettre en place prochainement son dispositif d'écoute à la mairie (porte d'entrée pour le dépôt d'une observation puis la mairie fera le relais auprès du contact désigné). L'interlocuteur du dispositif sera le responsable d'exploitation, M. Clément Gouhier.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte et de protection contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre un incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Il a été constaté dans l'éolienne E3 la présence d'1 extincteur en pied de mât et 1 en nacelle. Installation en septembre 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2020, article II.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié [...] susvisé, une mesure de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doit être effectuée, en période de jour et de nuit, sous un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Le plan de bridage et le suivi acoustique sera réalisé en commun avec le parc éolien de Malaunay Sud.</p> <p>Ce contrôle doit être réalisé au minimum au niveau des lieux-dits suivants : « Malaunay », « Louch Vian », « Kerbescont », « La Sapinière », « Beaupré », « Kériou », « La Ville Neuve » (2 points), « Parc Corn », « Kerbouillon », « Rumorvezen », « Palais Romain », « Kerleino » (Sud, Ouest et Nord), « Lautrémen/Plougasnou », « Toul Al Hoat ».</p> <p>[...] La campagne de mesures tient compte des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• mesures diurnes et nocturnes,• prise en compte des conditions météorologiques homogènes,• prise en compte de la direction du vent,• mesures en période hivernale (absence de feuilles afin de prendre en considération les niveaux résiduels a priori les plus faibles),• mesures en période estivale (début d'été, période où les feuilles contribuent à élever le niveau résiduel). <p>Les résultats des mesures ainsi que les caractéristiques acoustiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bridage acoustique a été mis en place. La campagne acoustique va être lancée dès que les conditions seront réunies. Elle doit normalement démarrer cet été.</p> <p>L'exploitant a fait part d'un problème avec cette prescription de l'APC. En effet, celui-ci a repris tous les lieux-dits du projet à 5 éoliennes. Aussi, l'exploitant souhaite réduire le nombre des points d'écoute au site constitué des 3 éoliennes construites.</p> <p>L'inspection a informé l'exploitant qu'il devait déposer un dossier de porter à connaissance auprès de la Préfecture proposant et justifiant la réduction du nombre de points d'écoute. Le dossier devra aussi comporter la liste des points retenus pour la campagne à réaliser.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet